Future Skills Centre | Centre des Compétences futures

Project Insights Report

Décarbonation des PME : une analyse comparative du Canada et du Royaume-Uni

PARTNERS
Diversity Institute

LOCATIONS
Partout au Canada

PUBLISHED
novembre 2026

CONTRIBUTORS
Auteurs du rapport : Wendy Cukier, Sam Hampton, Bryant M. Serre

Sommaire

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle essentiel dans l'atteinte des cibles de carboneutralité du Canada et du Royaume-Uni, mais beaucoup n'ont ni les ressources ni l'expertise requises pour réduire leurs émissions. Leurs défis varient selon la taille de l'entreprise, le secteur d'activité, le type de propriété et la région, tandis que les données existantes et les programmes de soutien ne tiennent pas toujours compte de ces différences.

Cette étude a examiné les données probantes du Canada et du Royaume-Uni afin de comprendre la participation des PME à la décarbonation, les obstacles qu'elles rencontrent et la façon dont les politiques répondent à leurs besoins. Nous avons constaté que, parmi les PME, les entreprises de plus grande taille affichaient généralement un taux de participation plus élevé que les petites entreprises à des activités comme l'adoption de technologies propres au Canada et la mesure des émissions au Royaume-Uni. Toutefois, certaines PME appartenant à des groupes méritant un soutien financier affichent un taux de participation plus élevé à certaines pratiques environnementales que l'ensemble des PME. Par exemple, 26 % des PME dirigées par des femmes ont déclaré utiliser des matériaux recyclés, contre 20 % de l'ensemble des PME. Ces résultats mettent également en évidence des différences selon les secteurs et les régions. Sur les 43 politiques et programmes canadiens de décarbonation examinés, 11 (soit environ 26 %) prévoyaient un soutien ciblé ou supplémentaire à l'intention des entreprises détenues majoritairement par des groupes diversifiés.

Les résultats indiquent qu'un soutien efficace devrait tenir compte de la situation particulière de chaque PME. La formation pratique doit s'accompagner d'un financement, de conseils techniques et de programmes de soutien accessibles. De meilleures données et évaluations peuvent également aider à déterminer quelles approches fonctionnent selon le type d'entreprise.

PERSPECTIVES CLÉS

1. Au total, 11 des 42 programmes canadiens examinés (soit 26 %) étaient axés sur l'équité, la diversité et l'inclusion ou avaient une autre vocation ciblée, notamment le soutien aux groupes autochtones, aux groupes en quête d'équité et aux collectivités rurales ou éloignées.

2. La formation peut aider les PME à comprendre comment réduire leurs émissions, mais elles peuvent aussi avoir besoin de financement, de conseils techniques et d'aide pour accéder aux programmes de soutien afin de mettre ces connaissances en pratique.

3. Certaines PME appartenant à des groupes en quête d'équité déclarent un taux de participation plus élevé à certaines pratiques environnementales que l'ensemble des PME, notamment l'utilisation de matériaux recyclés (26 % des PME détenues par des femmes contre 20 % de l'ensemble des PME) et l'adoption de procédés durables (19 % des PME détenues par des Autochtones contre 13 % de l'ensemble des PME). Toutefois, le taux de participation varie également selon le type de propriété, le secteur d'activité, la taille de l'entreprise et l'emplacement.

L'enjeu

Le Canada et le Royaume-Uni se sont engagés à atteindre la carboneutralité en matière d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Les PME ont un rôle important à jouer dans la réalisation de ces engagements. Les PME représentent plus de 99 % des entreprises au Canada et environ 99 % au Royaume-Uni, et elles sont responsables de près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre attribuables aux entreprises dans ces deux pays. Pourtant, de nombreuses PME, en particulier les microentreprises, ne disposent pas du personnel, des capitaux, ni de l'expertise spécialisée nécessaires pour mesurer leurs émissions, évaluer les technologies propres, s'y retrouver dans les mécanismes de financement et adapter leurs activités quotidiennes. Les PME en milieu rural peuvent se heurter à des difficultés supplémentaires pour accéder à une main-d'œuvre qualifiée, au financement, aux infrastructures et à l'expertise spécialisée.

Les obstacles et les occasions varient également selon la taille de l'entreprise, le secteur d'activité et le type de propriété. Les PME détenues par des femmes, des Autochtones, des immigrants, des groupes racialisés, des personnes en situation de handicap et d'autres groupes en quête d'équité évoluent dans des contextes économiques variés et peuvent se heurter à des inégalités d'accès au financement, à l'expertise et au soutien. Pourtant, les données sur la décarbonation sont rarement mises en relation avec le mode de propriété des entreprises, ce qui rend difficile de déterminer où les obstacles sont les plus importants, qui a accès à l'aide et quelles approches s'avèrent efficaces. Seuls 11 des 42 politiques et programmes canadiens de décarbonation examinés (soit environ 26 %) prévoyaient un soutien ciblé ou supplémentaire pour les entreprises détenues majoritairement par des groupes en quête d'équité, et la formation axée sur les compétences était limitée. Ces lacunes soulignent la nécessité d'examiner en quoi la décarbonation des PME diffère entre le Canada et le Royaume-Uni, et comment les mesures de soutien peuvent mieux tenir compte des réalités propres aux différentes entreprises.



Ce que nous examinons

Cette étude a examiné la manière dont les PME du Canada et du Royaume-Uni participent à la décarbonation, en mettant l'accent sur les entreprises détenues par des groupes en quête d'équité. Elle posait cinq questions : Quel rôle les PME jouent-elles dans la décarbonation ? Qu'est-ce qui les aide ou les empêche de planifier une transition ? Quel rôle jouent les PME appartenant à des groupes en quête d'équité, et ont-elles des besoins et des capacités distincts ? Dans quelle mesure les politiques mises en place dans chaque pays répondent-elles à ces besoins ? Et comment rendre le soutien plus inclusif et plus efficace ?

Cette recherche s’est appuyée sur des études universitaires, des rapports de politiques publiques et de l’industrie, des sondages gouvernementaux, des données de recensement et des ensembles de données régionaux. Elle s’est également appuyée sur des données probantes issues de sondages et d’entrevues réalisés au Canada dans le cadre de recherches menées avec le Conseil canadien des entreprises autochtones, Coralus et BMO, ainsi que sur des données provenant du programme britannique Low Carbon Across the South and East (LoCASE), qui a soutenu plus de 1 200 entreprises de 2016 à 2023.

Ces sources ont été combinées afin d’examiner les différences selon le type de propriété, le secteur d’activité, la taille de l’entreprise et la région. Étant donné que le Canada et le Royaume-Uni utilisent des définitions et des mesures différentes, l’analyse a principalement porté sur les tendances observées au sein de chaque pays, accompagnées de comparaisons entre les deux pays lorsque les données le permettaient.

✔ Ce que nous apprenons

Les résultats montrent que la décarbonation des PME varie selon la taille de l’entreprise, le secteur d’activité, le type de propriété et la région. La taille de l’entreprise a son importance. Au Canada, 5,1 % des entreprises comptant de 1 à 4 employés ont déclaré avoir adopté des technologies propres en 2023, contre 23,7 % de celles comptant de 100 à 499 employés. Au Royaume-Uni, 10 % des entrepreneurs individuels ont mesuré tout ou partie de leur empreinte carbone en 2025, contre 51 % des entreprises comptant de 50 à 249 employés. Ces mesures diffèrent, mais elles indiquent toutes deux une participation accrue des entreprises de plus grande taille à ces activités.

Le secteur influe également sur la participation Au Canada, c’est dans le secteur manufacturier que l’adoption des technologies propres a été la plus élevée (15,7 %), tandis qu’elle était plus faible dans plusieurs secteurs des services (environ 5,2 %). Au Royaume-Uni, 57,7 % des PME du secteur de l’éducation, 56,7 % de celles du secteur immobilier et 54,1 % de celles du secteur de l’hébergement et de la restauration ont déclaré avoir pris des mesures de réduction des émissions. Il s’agit d’indicateurs différents; les données du Canada et du Royaume-Uni ne peuvent pas être Les différences sectorielles ont une incidence sur l’équité, car, au Canada, les PME détenues par des femmes et celles détenues par des personnes racisées sont davantage représentées dans certains secteurs des services, tandis que les PME détenues par des Autochtones sont davantage représentées dans la construction et les industries primaires.

Certaines PME appartenant à des groupes méritant un soutien financier affichent un taux de participation plus élevé à certaines pratiques environnementales que l'ensemble des PME. Au Canada, 26 % des PME dirigées par des femmes ont déclaré utiliser des matériaux recyclés, contre 20 % de l'ensemble des PME. Les PME appartenant à des Autochtones étaient plus susceptibles de déclarer recourir à des procédés durables (19 % contre 13 %). Les PME détenues par des personnes en situation de handicap étaient plus nombreuses que l'ensemble des PME à déclarer avoir réduit leur consommation d'énergie (50,7 %) et leur consommation d'eau (22,7 %). Dans le cadre du programme LoCASE du Royaume-Uni, les PME détenues par des femmes et par des membres de minorités ethniques représentaient une part plus importante des demandeurs et des bénéficiaires de subventions que leur part dans l'ensemble des PME utilisées à titre de comparaison.

Cependant, les pratiques officielles restent peu courantes. Seulement 4 % des PME canadiennes ont déclaré mesurer leur empreinte carbone, 3 % détenaient des certifications environnementales et 2 % avaient fait vérifier leurs pratiques environnementales.

Les entreprises rurales ne sont pas nécessairement moins engagées : selon une étude menée au Royaume-Uni, 59 % des entreprises rurales ont déclaré avoir pris des mesures pour réduire leurs émissions, contre 56 % des entreprises urbaines. Cependant, les entreprises rurales peuvent éprouver des difficultés à recruter de la main-d'œuvre qualifiée et à accéder à l'expertise nécessaire.

Le soutien demeure inégal. Cette étude a passé en revue 43 politiques et programmes canadiens de décarbonation, mais seulement environ 26 % d'entre eux prévoyaient un soutien ciblé ou supplémentaire à l'intention des entreprises détenues majoritairement par des groupes diversifiés. La formation axée sur les compétences était limitée, et le soutien offert au Royaume-Uni variait d'une région à l'autre. Les deux pays manquent également de données cohérentes établissant un lien entre les mesures environnementales et la propriété des entreprises, ce qui rend difficile de déterminer qui se heurte à des obstacles, qui bénéficie d'un soutien et quelles approches s'avèrent efficaces.

Ces conclusions soulignent la nécessité de disposer de compétences vertes pratiques, notamment en ce qui concerne la mesure des émissions, l'évaluation des technologies et la capacité à s'orienter dans les programmes de financement et de soutien. Le rapport conclut que le développement des compétences doit aller de pair avec un financement, des conseils techniques et d'autres formes de soutien concret.

Pourquoi c'est important

Les petites entreprises ont un rôle important à jouer dans l'atteinte des objectifs de carboneutralité du Canada et du Royaume-Uni, mais leurs besoins varient selon leur taille, leur secteur d'activité, le profil de leurs propriétaires et leur emplacement. Certaines PME détenues par des groupes en quête d'équité adoptent déjà des pratiques environnementales. Le soutien devrait tenir compte des besoins réels des différentes entreprises et les aider à transformer ces efforts en réductions durables des émissions.

Ces résultats expliquent pourquoi un même programme de soutien ne convient pas nécessairement à toutes les entreprises. Au Canada, les programmes destinés aux PME proposent généralement des vérifications énergétiques et des évaluations techniques, tandis que le financement porte souvent sur des améliorations de moindre envergure, comme l'éclairage DEL, les thermostats intelligents et les mises à niveau de base des systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation. Une petite entreprise de services, un fabricant situé en milieu rural et une entreprise implantée dans une collectivité éloignée peuvent avoir besoin de différents types de financement, de conseils techniques et de formation. La collaboration avec les associations de PME, les organismes autochtones, les réseaux d'affaires régionaux et les partenaires communautaires peut aider les programmes à tenir compte de ces différences et à rejoindre des entreprises qui risqueraient autrement d'être laissées pour compte.



État des compétences: Emplois durables pour la croissance économique

Les compétences et les connaissances liées à l'écologie gagnent en importance dans de nombreux secteurs et professions, ce qui oblige davantage de travailleurs à se perfectionner en s'appuyant sur leurs aptitudes existantes.

Lire le rapport

Pour les fournisseurs de formation axée sur les compétences, il ne suffit pas de transmettre des connaissances générales en matière d'environnement. Les PME ont besoin de compétences pratiques pour mesurer leurs émissions, déterminer quelles technologies leur conviennent, trouver des sources de financement et mettre en œuvre ces changements dans leurs activités quotidiennes. La formation doit également être accessible aux petites entreprises disposant d'un effectif et d'une expertise technique limités. Même lorsque les propriétaires d'entreprise savent ce qu'il faut changer, ils peuvent tout de même avoir besoin de financement et de conseils d'experts pour mettre en œuvre ces changements.

Les gouvernements et les bailleurs de fonds ont également besoin de meilleures données sur les PME. Au Canada et au Royaume-Uni, les données environnementales sont souvent disponibles selon la taille de l'entreprise, le secteur d'activité ou l'emplacement, mais elles sont rarement reliées de manière cohérente à la propriété des entreprises. Il est donc difficile de déterminer quelles entreprises se heurtent à des obstacles, qui bénéficie d'un soutien et quels programmes sont efficaces. Des données de meilleure qualité et une évaluation régulière des programmes peuvent aider les gouvernements à concevoir des mesures de soutien mieux adaptées. L'examen des programmes canadiens a également révélé que le soutien ciblé destiné aux PME détenues majoritairement par des groupes diversifiés était limité, tout comme l'offre de formation axée sur les compétences.

Dans l'ensemble, aider les PME à réduire leurs émissions exige davantage que la seule technologie ou la seule formation. Les entreprises ont besoin de compétences pratiques, d'un accès au financement, de conseils techniques et d'aide pour trouver des programmes de soutien adaptés. Ces formes d'aide devraient se compléter et tenir compte des différentes situations des PME.

Prochaines étapes

Ces conclusions offrent des possibilités d'améliorer le soutien à la décarbonation des PME grâce à la formation axée sur les compétences et à l'accompagnement des entreprises Les fournisseurs de formation axée sur les compétences, les associations d'entreprises et les partenaires régionaux pourraient s'appuyer sur ces recherches pour concevoir des formations plus accessibles et plus pratiques sur les compétences vertes, notamment dans les domaines de la mesure des émissions, de la production de rapports et de l'évaluation des technologies vertes.

Ces initiatives pourraient associer la formation à un soutien pour l'accès au financement, à des conseils techniques et à une aide pour s'y retrouver parmi les programmes offerts. Les gouvernements et les bailleurs de fonds pourraient également améliorer la collecte de données et l'évaluation des programmes afin de déterminer quelles approches donnent de bons résultats pour les différentes PME.

Une collaboration avec les organisations autochtones, les associations de PME et les réseaux communautaires pourrait contribuer à garantir que les initiatives futures tiennent compte des besoins locaux et rejoignent des entreprises qui, autrement, risqueraient d'être laissées pour compte.

Des questions sur notre travail ? Souhaitez-vous avoir accès à un rapport en anglais ou en français ? Veuillez contacter communications@fsc-ccf.ca.

Comment Citer Ce Rapport
Cukier, W., Hampton, S., & Serre, B. (2026). Rapport sur les perspectives du projet : Décarbonation des PME : une analyse comparative du Canada et du Royaume-Uni. Toronto : Centre des Compétences futures : https://fsc-ccf.ca/fr/recherche/decarbonization-of-sme/

Funded by the Government of Canada's Future Skills Program

Canada

Décarbonation des PME : une analyse comparative du Canada et du Royaume-Uni is funded by the Government of Canada's Future Skills Program. The opinions and interpretations in this publication are those of the author and do not necessarily reflect those of the Government of Canada.

Remerciements aux communautés autochtones

Le Centre des Compétences futures est conscient du fait que les Anishinabés, les Mississaugas et les Haudenosaunee entretiennent une relation spéciale avec le territoire dans le cadre du pacte « plat à une cuillère » (Dish With One Spoon) où est situé notre bureau, et qu'ils sont tenus de partager et de protéger le territoire. À titre d'initiative pancanadienne, le CCF exerce ses activités sur le territoire traditionnel de nombreuses nations autochtones de l'île de la Tortue, nom donné au continent nord-américain par certains peuples autochtones. Nous sommes reconnaissants de pouvoir travailler sur ce territoire et nous nous engageons à apprendre notre histoire commune et à contribuer à la réconciliation.
© Copyright 2026 – Future Skills Centre / Centre des Competences futures